A3-FR

Strategic Document

Proposer:

Title: **Militarisation et austérité**

Motion text

Militarisation et austérité

Nous vivons une époque marquée par la militarisation croissante et un déchaînement des politiques d’austérité. Le monde entier s’arme massivement et la Suisse suit le mouvement. Partout dans le monde, des guerres et des génocides font rage. Mais tout cela n’est pas dû à des "tensions géopolitiques", c’est une conséquence très directe de notre système capitaliste et impérialiste. Un système en mode de crise permanent qui percute ses propres limites pour s'effondrer ensuite, seulement maintenu à flot pour l'instant par l'austérité et la militarisation. Les profits de l'industrie de l'armement sont financés par une exploitation massive et au prix de milliers de vies humaines. Les États ont besoin d'énormes armées pour imposer les intérêts de leur capital à l'échelle internationale et pour empêcher toute inversion interne des rapports de pouvoir. Dans le même temps, l’austérité précarise la population et la plonge dans la dépendance vis-à-vis du marché. Dans ce document, nous souhaitons d’abord analyser les contraintes de la militarisation et des coupes austéritaires, puis présenter nos propres solutions.

Les crises du capitalisme

Les ravages du capitalisme se déploient de manière de plus en plus visible et perceptible : crise climatique, hausse du coût de la vie avec des salaires toujours bas, crise des soins et bien d’autres encore. Ces crises sont les conséquences logiques du capitalisme. L’exploitation de la planète et la pression à la croissance avec des ressources limitées sont la cause directe de

la crise climatique et de celle de la biodiversité. Les bas salaires et la hausse du coût de la vie sont la conséquence directe de l'optimisation des profits. Et malgré cette exploitation massive des êtres humains et de la planète, le capitalisme atteint ses limites. L'économie stagne et la contrainte de profit inhérente au capitalisme est de plus en plus difficile à satisfaire, nécessitant toujours de nouveaux moyens pour exploiter encore davantage les êtres humains et la planète. Les capitalistes ont pour cela deux solutions étroitement liées :

Le réarmement mondial et la propagande de guerre

Partout dans le monde, la guerre fait rage. Quant à savoir pourquoi, la réponse est simple – la guerre permet de gagner énormément d'argent. Elle est certes néfaste pour l'économie dans son ensemble à l'échelle mondiale, mais elle offre deux avantages importants pour ses initiatrice·eurs. D'une part, elle apporte d'énormes opportunités de profit pour les intérêts à court terme des capitalistes, et d'autre part, elle est indispensable au maintien de la suprématie nationale de certains pays sur d'autres. Par ailleurs, les capitalistes ont besoin d'une grande armée pour préserver le système et si nécessaire réprimer les révolutions et les soulèvements. Les prétextes avancés par les puissant·es pour justifier ce bellicisme sont multiples ; aujourd'hui, ce sont surtout des arguments de guerre culturelle qui sont mis en avant. Tout y passe, allant de scénarios catastrophe géopolitiques au renversement des rôles entre agresseurs et victimes et en passant par des encouragements au complexe du sauveur. Cette propagande de guerre est minutieusement orchestrée et fondamentale pour que la militarisation reçoive l'approbation de la population. En Suisse, le Département fédéral de la défense (DDPS) consacre environ 105 postes à temps plein rien qu'à la diffusion de la propagande de guerre et militaire. La "défense spirituelle" du pays est remise au goût du jour, mais les États bourgeois ne sont pas les seuls à préparer la population à la guerre. L'époque est profondément innervée d'autoritarisme et de frénésie destructrice et la guerre culturelle menée par la droite a porté ses fruits auprès d'une grande partie de la population. Ainsi, le progrès social est dénigré comme une "idéologie du genre", et l'expansion fulgurante de la "manosphère" et des visions conservatrices de la femme et de la société en général jouent un rôle important dans le renforcement du militarisme. Ces visions cimentent des modèles toxiques de masculinité hégémonique, dans lesquels la domination et l'exercice de la violence sont légitimes et centraux. De plus en plus de jeunes hommes arrivent déjà à l'école de recrues imprégnés d'une pensée incel qui prolonge l'hypermasculinisme – autant de visions du monde antiféministes qui jouent ainsi un rôle de porte d'entrée vers les idéologies d'extrême droite. Ces dernières présentent ensuite la "défense de la patrie" comme un devoir naturel pour tout "homme fort", mouvement de pensée organique du militarisme montant qui propage

une disposition à tuer et à mourir pour une nation ou plutôt pour les profits d’une poignée de personnes.

Plans de réarmement:

Le monde se militarise massivement. Avec "ReArm Europe", l’UE prévoit un programme de réarmement d’un montant de 800 milliards d’euros ; Trump annonce que les États-Unis devraient allouer un billion et demi de dollars à leur "Département de la Guerre" ; la Russie se trouve déjà en économie de guerre ; et la Chine augmente progressivement son budget militaire. Les chiffres sont vertigineux : les dépenses mondiales ont doublé depuis 1998 et explosé ces dernières années pour dépasser les deux mille cinq cents milliards.

La pression en faveur du réarmement s’est également fait sentir en Suisse. Le Conseil fédéral prévoit ainsi de consacrer jusqu’à 29,8 milliards à l’armée pour la période 2025–2028, avec pour objectif de consacrer chaque année plus de 1 % du PIB à l’armée. Cette décision fait suite à la pression exercée par la militarisation d’autres pays investissant beaucoup plus dans leur armée en fraction PIB. Cependant, l’armée suisse est déjà illégalement trop grande : selon l’ordonnance sur l’organisation de l’armée, l’effectif ne doit pas dépasser 140 000 personnes astreintes au service militaire, mais celui-ci s’élèvera à plus de 147 000 en 2026. Dans le même temps, la population est de plus en plus militarisée, le service civil est affaibli et risque la suppression complète, et des plans visent à intégrer lentement mais sûrement les femmes aussi dans l’armée, franchissant maintenant le premier pas avec la journée d’orientation obligatoire. À cela s’ajoutent de nombreux scandales liés aux nouvelles acquisitions, dont le dernier en date est celui du prix fixe lors de l’acquisition des avions de combat F-35. Le calcul du budget militaire inclut également deux erreurs majeures. La Suisse disposant d’une armée de milice, elle ne comptabilise pas les coûts salariaux (régime des allocations pour perte de gain) ni les coûts d’assurance comme faisant partie du solde. Si l’on inclut ces coûts, la Suisse dépense d’ores et déjà environ 8,75 milliards pour l’armée, ce qui correspond à environ 1 % du PIB. À cela s’ajoute le fait que la Suisse dispose d’un PIB par habitant très élevé : si l’on calcule les coûts par habitant, nous dépensons près de 1000 francs par habitant, soit plus que l’Allemagne, la France ou la Pologne, qui sont en tête du classement européen en termes de budget militaire.

Industrie de l'armement:

Ces sommes astronomiques finissent dans les poches de l’industrie de l’armement. Les cours des actions des entreprises d’armement s’envolent. Depuis la guerre d’agression menée par la Russie contre l’Ukraine, l’action Rheinmetall a

enregistré une hausse de 2000 %. La valeur boursière de l'entreprise israélienne Elbit Systems a plus que quadruplé depuis le début du génocide en Palestine, et les plus grands groupes d'armement mondiaux basés aux États-Unis (RTX, Lockheed Martin, Northrop Grumman) affichent tous un pourcentage de hausse à deux chiffres depuis le début de l'année. Cette énorme augmentation de valeur est le résultat direct des plans de réarmement des gouvernements du monde entier. La demande dépassant largement la production actuelle, les entreprises d'armement peuvent dicter leurs prix. Les bénéficiaires de cette situation sont les propriétaires de ces entreprises, qui engrangent d'énormes bénéfices. Cependant, les cours des actions ne reflètent pas les bénéfices réels et encore moins la production effective. Ainsi, si l'action Rheinmetall vaut désormais plus que celle de Volkswagen, Rheinmetall n'emploie qu'une fraction du personnel de Volkswagen, qui génère un chiffre d'affaires plus de 30 fois supérieur. À long terme, cela signifie toutefois que la minorité capitaliste oriente l'économie de demain vers la production d'armement pour des raisons opportunistes.

Exportations de matériel de guerre, patriarcat va-t-en-guerre et le sang sur les mains de l'industrie de l'armement

Les plans de réarmement des gouvernements impliquent toujours le développement d'une industrie nationale de l'armement. Cependant, comme le développement de systèmes d'armement modernes et hautement complexes coûte extrêmement cher, le marché intérieur ne suffit souvent pas, ce qui explique pourquoi il faut toujours exporter des armes.

La Suisse exporte elle aussi activement du matériel de guerre. L'année dernière, le SECO a autorisé des exportations de matériel de guerre pour un montant de 2,77 milliards de francs. L'industrie suisse de l'armement est dominée par des groupes étrangers : sur ces 2,77 milliards, seuls 10 % reviennent à des entreprises suisses. Les filiales de Rheinmetall représentent les trois quarts des exportations autorisées. L'année dernière, les exportations ont augmenté de 43 %, mais cela n'a pas empêché un projet d'assouplissement considérable des règles en matière d'exportation pour permettre à l'industrie suisse de l'armement de profiter davantage encore du boom de l'armement. L'industrie suisse de l'armement veut sa part du gâteau, et elle est même prête pour cela à envoyer des armes dans des zones de guerre.

Ce dont l'industrie de l'armement se moque, c'est de savoir où finissent ces armes et ce qu'on en fait. Les armes sont fabriquées pour ôter la vie, et c'est exactement ce qui se passe avec les armes suisses. La Suisse a beau invoquer fréquemment sa tradition humanitaire, les armes suisses se retrouvent régulièrement dans des zones de guerre où elles sont utilisées pour commettre des actes de violence meurtriers. C'est ainsi que des grenades à main Ruag ont

abouti par des voies détournées entre les mains de l'État islamique, que des armes SIG Sauer ont été acheminées au Yémen et que des véhicules blindés de combat à roues Mowag ont été fournis à la milice terroriste Boko Haram[1][2]. Il existe certes des règles claires en matière d'exportations et de réexportations depuis la mise en œuvre du contre-projet à l'initiative de rectification, mais la majorité bourgeoise souhaite déjà les supprimer dès 2026. Ce ne sont ainsi pas seulement les profits de l'industrie de l'armement qui sont souillés par le sang, mais aussi la politique de militarisation de la droite.

Politique d'austérité

Les mesures d'austérité réclamées à qui mieux mieux par les partis bourgeois en Suisse et dans toute l'Europe ne sont pas le fruit du hasard : les principaux prétextes utilisés pour les justifier sont la prétendue nécessité de réarmement et la prétendue croissance des dépenses fédérales. Avec cette politique dite d'austérité, les conservatrice·eurs prétendent vouloir réduire la dette ou empêcher un (nouvel) endettement. Ce moyen n'a toutefois historiquement jamais atteint son objectif, car il s'agit en réalité d'autre chose.

En effet, les riches et les puissant·es ont toujours recouru à des programmes d'austérité lors des moments de crise du capitalisme. La crainte d'une population en révolte et d'un changement social imminent est profondément ancrée. Dans la course incessante au profit du capitalisme, il est essentiel de maintenir les rapports de classe existants, puisque les capitalistes dépendent de l'exploitation de la classe ouvrière. La défense du travail acharné et de l'austérité fait partie intégrante du discours néolibéral, et elle ne s'applique pas seulement aux personnes mais peut être transposée à l'identique aux structures étatiques. C'est exactement ce que font les classes bourgeoises en période de crise climatique, de guerre, de stagnation des salaires et de hausse du coût de la vie. Même dans une démocratie, la population a les mains liées. Les institutions financières publiques, comme la Banque centrale, influencent les salaires, le pouvoir d'achat et le chômage par le biais de la fixation des taux d'intérêt et la prise de mesures de politique monétaire. Le gouvernement et le Parlement réduisent les dépenses publiques tout en adoptant sans cesse de nouveaux allègements fiscaux en faveur des riches et de leurs grandes entreprises. Tous ces éléments constituent les fondements de la politique d'austérité, sous le prétexte fallacieux de "devoir sauver" l'économie.

Mais tout cela ne se produit pas parce qu'il y aurait une nécessité à cette politique d'austérité, mais pour tenir les travailleurs·euses en laisse. Ceux et celles qui doivent travailler de plus en plus et qui, malgré tout, ont du mal à joindre les deux bouts à la fin du mois n'ont pas le temps de réfléchir politiquement à un autre avenir, et encore moins de s'organiser. Ce sont

toujours les groupes marginalisés et en situation de précarité qui sont les plus durement et le plus rapidement touchés par les mesures d'austérité. Ainsi, le "paquet d'allègement budgétaire 27" a fortement remis en case les fonds destinés à la coopération internationale et ceux alloués à la protection du climat. Ces deux points relèvent de la justice sociale : ce sont les plus riches qui profitent de la surexploitation des populations du Sud global et des ressources naturelles, obtenant ainsi des marges de bénéfices élevées en minimisant leurs coûts de production. Dans le même temps, ce sont les personnes en situation de précarité, souvent des personnes racisées et FLINTA, qui sont impactées de manière disproportionnée par la crise climatique et se trouvent toujours tout en bas de la chaîne d'exploitation. Les capitalistes dépendent également du travail gratuit de reproduction : en Suisse, les femmes effectuent chaque année pour 322 milliards de francs de travail de care non rémunéré. Tout cela n'est possible que par le biais des structures patriarcales de notre société. Il n'est donc pas surprenant que l'État bourgeois, sous prétexte d'une politique d'austérité, s'attaque aux acquis féministes à tous les niveaux, les supprimant ou refusant de les concrétiser. Ainsi, la Convention d'Istanbul sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes, ratifiée par la Suisse en 2018, n'est pas mise en œuvre, même pas dans les grandes lignes. Les femmes sont impitoyablement abandonnées à la violence patriarcale. Le mouvement féministe du canton de Thurgovie continue de militer pour la création d'un foyer d'accueil pour femmes ; les services chargés de l'égalité dans les cantons d'Argovie, de Zoug, d'Obwald et de Nidwald ont de nouveau été supprimés ; et juste après l'obtention d'un million supplémentaire pour la protection contre les violences faites aux femmes suite à une grande mobilisation féministe en 2025, cette somme a été supprimée dès l'année suivante [3][4][5]. Dans le même temps, la majorité bourgeoise s'oppose de toutes ses forces à la mise en œuvre de l'initiative sur les soins, avec des conséquences désastreuses : les travailleuse·eurs du secteur des soins, majoritairement des femmes, ont depuis longtemps dépassé leur limite de charge de travail ; le travail de care essentiel est ainsi relégué à la sphère non rémunérée et donc confié aux personnes FLINTA ; et les économies réalisées au détriment des soins de santé mènent à leur effondrement.

Dans le domaine de l'éducation également, près d'un quart de milliard d'économies est réalisé sur le financement de l'ETHZ et des hautes écoles cantonales, ce qui se traduit directement par une augmentation des frais d'inscription[6]. À cela s'ajoutent des mesures d'austérité au niveau cantonal. Dans le canton de Genève, par exemple, il a fallu un référendum en 2026 pour empêcher des coupes budgétaires d'un demi-milliard de francs, principalement dans le secteur de l'éducation.

Partout, on fait croire aux gens que ce musellement économique et politique est bon pour eux. Le lobby des riches s'est acheté une place dans les universités pour diffuser cette propagande, comme avec l'"Institut de politique économique"

de l’Université de Lucerne, financé par economiesuisse, dont les professeurs sont dès lors autorisés à s’exprimer partout en public en tant qu’expert·es "indépendant·es". Les riches elles et eux-mêmes ont racheté la quasi-totalité des médias en Suisse : presque tous les supports médiatiques appartiennent aujourd’hui à CH Media, Tamedia et Ringier, qui sont entre les mains de familles milliardaires du milieu de l’édition.

Même les ultra-riches s'impliquent activement dans la vie politique. Pensons à Christoph Blocher, milliardaire et ancien conseiller fédéral de l'UDC, qui continue aujourd'hui encore à agir en tant que bailleur de fonds et auteur des initiatives racistes et diviseuses de l'UDC. Par ailleurs, les propriétaires de grands groupes tentent de faire adopter des lois entières à leur avantage. Avec la « tonnage tax » (également appelée « Lex MSC »), le milliardaire Gianluigi Aponte et son groupe maritime auraient par exemple failli économiser chaque année des milliards d’impôts. L’austérité n’est donc prônée que lorsqu’il s’agit de réduire les dépenses destinées à l’ensemble de la population. Dans le même temps, nous passons à côté de milliards de recettes fiscales en raison de l’imposition insuffisante des plus riches et de leurs groupes. Cette escroquerie est aggravée par l’augmentation des dépenses d’armement.

Des milliards pour le réarmement

Lorsque les États dépensent de l’argent pour du matériel de guerre, seule l’industrie de l’armement en bénéficie à court terme. C’est pourquoi il est important de préciser ici que lorsque les bourgeois·es parlent de "l’économie" qui serait censée profiter de la militarisation, elles et ils ne parlent pas de l’économie nationale mais bien uniquement de l’économie des riches. Cela relève de la contrainte de croissance à laquelle sont soumis·es les plus riches et leurs groupes et qui se caractérise par une logique de profit extrêmement court-termiste. Lorsque les guerres et les génocides font monter en flèche les cours des actions, les caisses des actionnaires du secteur de l’armement se remplissent, comme décrit ci-dessus. La population des États poussés à la militarisation, en revanche, y perd doublement. Même dans une logique économique libérale, les investissements astronomiques dans l’armement n’ont aucun sens. Pourquoi ? Les coûts pour l’ensemble de la population ne se limitent pas seulement à des dépenses d’argent public – qui n’ont rien de mauvais *en soi*, tout dépend d’à quoi elles servent. Si les fonds publics sont principalement consacrés au développement des infrastructures publiques ou, par exemple, au secteur de la santé, toutes et tous en bénéficient. Dans ce cas de figure, la dépense permet de créer des emplois, d’améliorer la qualité des soins et, si une plus grande partie du système de santé était financée par l’État, de permettre à la population de disposer de plus d’argent pour ses dépenses courantes. Cela permettrait d’augmenter le pouvoir d’achat et de stimuler l’économie dans son

ensemble. Le même raisonnement s’applique dans d’autres domaines, comme le développement des transports publics : on provoque une création d’emplois, des titres de transport moins chers et de meilleures liaisons ainsi que donc une plus grande demande. La réduction finale du nombre de personnes utilisant la voiture et l’avion profite enfin à notre environnement et améliore notre qualité de vie. Il en va en revanche autrement pour les dépenses militaires : si la Suisse dépense 10 milliards de francs ou plus pour l’achat d’avions de combat F-35, cet argent est gaspillé. Ces avions de combat ne sont pas fabriqués en Suisse et, loin de créer de nouveaux emplois, l’acquisition des F-35 entraîne même la suppression d’au moins 400 d’entre eux en Suisse, car les travaux de maintenance à réaliser sur le territoire national sont bien moins nombreux que pour le F/A-18. Ainsi, un développement de l’industrie de l’armement suisse serait non seulement moralement tout à fait condamnable, mais nuirait également à l’économie capitaliste. L’industrie de l’armement est un véritable frein au pouvoir d’achat et ne contribue en rien à la reproduction sociale. Elle nécessite d’énormes quantités de ressources mais ne produit en contrepartie que des biens qui ne peuvent être consommés par la population et ne servent pas non plus de moyens de production. Il en va de même pour l’armée : les soldat·es sont des consommatrice·eurs mais pas des productrice·eurs. Elles et ils coûtent de l’argent uniquement pour pouvoir en gaspiller ensuite encore davantage des munitions coûteuses. En revanche, les baisses d’investissements dans des secteurs socialement (re)productifs tels que l’éducation, la recherche, la production d’énergies renouvelables, etc. ont un impact négatif très clair sur le progrès de la société dans son ensemble.

La militarisation mondiale nuit donc de toute évidence au système capitaliste à long terme : les crises s’aggravent, les États s’endettent de plus en plus et l’économie ne connaîtra pas de croissance à long terme, bien au contraire. Mais pourquoi continue-t-on malgré tout à s’armer ?

Maintien de la suprématie et des rapports de propriété

La raison en est le maintien de l’ordre mondial, ou plus exactement de la prétention des grandes puissances à dominer le monde. Le credo des tenant·es de cette vision du monde est que qui domine croît. Le pouvoir politique est indispensable dans le néolibéralisme mondial. En effet, les capitalistes de ce monde n’ont pas simplement un intérêt géopolitique commun. Les États qui bénéficient le plus de l'ordre international actuel ont intérêt à maintenir un "ordre mondial fondé sur des règles". Les États-Unis peuvent aujourd’hui largement dicter les règles du commerce international et bénéficient ainsi d’avantages considérables par rapport à leurs concurrent·es. Cet ordre des choses leur permet de traiter pratiquement le monde entier comme leur arrière-cour. Il ne s’agit pas nécessairement d’une expansion territoriale absolue, mais

d’utiliser leurs concurrents au service de leur propre expansion économique. Les grandes puissances ont besoin du reste du monde comme débouché et comme zone d’investissement, comme fournisseur de produits intermédiaires, de matières premières, de capitaux d’investissement et de main-d’œuvre. Celle ou celui qui dicte les règles du commerce international peut imposer ses intérêts et se garantir la croissance économique.

À cela s’ajoute la puissance militaire : une grande armée est un bon moyen d’assurer cette hégémonie par la dissuasion ou par des interventions. Sous Trump, les États-Unis ont déjà recouru à deux reprises à la force militaire pour faire valoir leurs propres intérêts économiques. Au Venezuela et en Iran, les États-Unis visent à contrôler les réserves de pétrole et à obtenir un avantage concurrentiel sur la Chine en matière d’accès au pétrole. Il existe cependant de nombreux autres instruments plus subtils pour préserver sa propre suprématie économique avant d’en arriver à l’intervention militaire. La Chine, par exemple, investit massivement dans les infrastructures des pays africains afin de rendre ces marchés accessibles et de les rendre dépendants.

Les capitalistes ne recourent pas seulement à la puissance militaire contre d’autres pays mais la mobilisent aussi au service du maintien des rapports de propriété au sein même du pays. En Suisse, on a pu l’observer au plus tard depuis la répression violente de la grève nationale par l’armée. Les États-Unis n’hésitent pas non plus à recourir à ce moyen : la Garde nationale y a ainsi été déployée pour réprimer les manifestations et les grèves contre l’agence ICE. Enfin, la militarisation renforce également les structures d’oppression existantes.

Ces deux solutions proposées par les capitalistes vont de pair avec un autre moyen visant à garantir la suprématie et les rapports de propriété : le fascisme. La militarisation et la précarisation de la société ouvrent la voie vers le pouvoir aux fascistes. Ce qu’elles et ils veulent, c’est une société autoritaire et opprimée, qui se laisse dominer et exploiter. La lutte contre le réarmement et l’austérité est donc toujours aussi une lutte contre la montée du fascisme.

La paix et la liberté plutôt que l’oppression et la destruction !

Le capitalisme mondial ne cessera d’aboutir sur la guerre et la destruction. Pour briser ce cercle vicieux, nous devons nous opposer à la militarisation et aux politiques d’austérité. C’est pourquoi nous demandons les mesures suivantes quant à l’armée et l’industrie de l’armement:

- **L’arrêt de la propagande militaire, pour un calcul correct du budget militaire**

La machine de propagande de l’armée doit être abolie. La publicité, les visites dans les écoles, les journées d’orientation, etc. sont financées par l’argent des contribuables et ne servent qu’à la propagande militaire. Il faut par ailleurs corriger le mensonge du budget militaire : les coûts du régime des allocations pour perte de gain, utilisées pour compenser la perte de revenus subie par les personnes qui effectuent leur service, doivent enfin être intégrés au budget pour que les dépenses réelles faites pour l’armée soient enfin claires et transparentes.

- **Le gel des nouvelles acquisitions de matériel d’armement**

Le scandale autour du F-35 n’est que la partie émergée de l’iceberg. Ce gaspillage effréné de l’argent des contribuables, qui serait bien mieux utilisé dans presque tous les autres domaines, doit cesser immédiatement. La Suisse a besoin de bonnes infrastructures, pas de bombardiers de luxe.

- **La suppression du DDPS au profit d’un nouveau département de la sûreté et de la cohésion**

Les partis bourgeois gaspillent année après année des milliards d’argent des contribuables sous le couvert des activités du DDPS sans que cela ne contribue en rien à la sûreté ni à la qualité de vie de la population. Le DDPS a fait son temps, et nous avons plutôt besoin d’un département de la sécurité et de la cohésion qui se consacre aux véritables problèmes tels que l’augmentation des cas de violences sexistes et sexuelles, la multiplication des catastrophes naturelles et la montée des discriminations.

- **Signature du TIAN (Traité sur l'interdiction des armes nucléaires)**

En cette période de réarmement mondial, la Suisse doit s’engager activement en faveur du désarmement. Cela signifie également qu’elle doit franchir le pas, attendu depuis longtemps, vers le désarmement nucléaire en signant le TIAN.

- **Suppression de l'obligation de servir et de la taxe d'exemption**

Il n’est plus acceptable que des personnes soient pénalisées parce qu’elles n’accomplissent pas leur service militaire.

- **Suppression de l'armée**

C’est le point central et le plus important pour briser le cercle vicieux de la concurrence, des luttes de pouvoir et de la guerre. L’armée a pour seul but d’assurer la suprématie à l’extérieur et de préserver les rapports de propriété à l’intérieur. Si nous voulons un nouveau système, nous devons abolir l’armée. La sûreté doit être repensée. Nous ne voulons pas d’une armée conventionnelle qui défend un territoire au prix de vies humaines, mais d’une défense sociale qui protège notre société[7]. Nous avons besoin d’une infrastructure stable et d’une société qui ne se laisse pas dominer par la force militaire.

- **Interdiction de la fabrication et de l’exportation de matériel de guerre**

L’industrie de l’armement ne génère rien d’autre que la guerre, la ruine et des profits à court terme pour ses propriétaires. De la même manière que nous n’avons pas besoin d’une armée, nous n’avons pas non plus besoin d’une industrie de l’armement.

- **Responsabilité des entreprises produisant des biens à double usage**

Les entreprises qui produisent des biens pouvant être utilisés à des fins aussi bien militaires que civiles doivent être tenues pour responsables lorsqu’elles vendent leurs produits, directement ou indirectement, à des parties belligérantes.

En parallèle, nous devons mettre fin à la politique d’austérité; nous demandons donc :

- **La suppression du frein à l’endettement**

Il faut en finir avec le frein à l’endettement. Il s’agit uniquement d’un instrument visant à empêcher la mise en place d’un État providence équitable et d’infrastructures suffisantes pour la population. Il n’existe aucune nécessité économique justifiant le frein à l’endettement. Les partis de droite n’ont

besoin de ce frein que pour imposer leur politique d’austérité et n’ont aucun scrupule à le contourner eux-mêmes pour financer leurs dépenses supplémentaires en armement.

- **Introduction d’un référendum financier facultatif**

Il est inconcevable de nous vanter d’être une démocratie directe alors que le peuple n’a aucun pouvoir sur l’une des décisions les plus importantes. Nous pouvons bien voter sur n’importe quelle loi, mais la question de savoir qui reçoit combien d’argent relève exclusivement du Parlement. Le peuple doit pouvoir décider s’il approuve ou non la répartition des fonds.

- **Démocratisation de la Banque nationale**

La fixation des taux d’intérêt et les mesures de politique monétaire ne sont pas des décisions purement économiques : ce sont des décisions politiques qui ont une grande influence sur la répartition des richesses. C’est pourquoi la population doit avoir le contrôle sur ces décisions. Une politique restrictive sur les taux d’intérêt consiste souvent simplement en une lutte contre l’inflation par le maintien des salaires à un niveau bas et la hausse du chômage. Les causes de l’inflation sont multiples, mais les mesures prises pour y remédier jusqu’à présent ne visent que les travailleuse·eurs. Il ne s’agit pas d’une contrainte économique mais d’une lutte des classes menée par les classes dominantes.

- **La démocratie économique plutôt que la précarisation**

La classe dirigeante recourt à la politique d’austérité lorsqu’elle craint un renversement ou une remise en cause des rapports de propriété existants. Il est donc d’autant plus important de ne plus nous résigner à cette situation. Si nous voulons éliminer les symptômes de crise du capitalisme, nous devons nous attaquer au cœur du problème. Aujourd’hui, ce sont les propriétaires de groupes et les grand·es actionnaires qui décident de ce qui est produit et comment. Elles et ils ne tiennent ce faisant aucun compte de notre environnement ni de l’humanité dans son ensemble. Leur seul critère est la maximisation de leurs profits à court terme. Mais rien de tout cela n’est écrit : il est temps que les entreprises soient organisées et dirigées de manière fondamentalement démocratique. Les décisions devraient être prises par les salarié·es des entreprises avec l’aide éventuelle de structures de conseil, permettant de

prendre des décisions d’investissement plus durables. Les salaires s’harmoniseraient ainsi, car il n’y aurait plus de raison valable pour que le PDG gagne 30 fois plus qu’une personne travaillant à la production. De plus, cette étape extrêmement importante vers la démocratisation stabiliserait notre société et la rendrait plus résiliente.

Mais une vie dans la paix et la liberté pour toutes tous ne sera enfin possible que lorsque nous aurons dépassé le système économique capitaliste pour instaurer le socialisme.

[1] https://www.blick.ch/schweiz/milizen-in-kriegsgebieten-handeln-mit-schweizer-waffen/p7vxb85

[2] https://gsoa.ch/schweizer-waffenexporte-ausser-kontrolle/

[3] https://www.srf.ch/news/schweiz/haeusliche-gewalt-thurgau-verweist-schutzsuchende-seit-jahren-in-andere-kantone

[4] https://www.woz.ch/2150/gleichstellung/die-umstrittenen-bueros-und-ihre-grosse-wirkung

[5] https://www.srf.ch/news/schweiz/voranschlag-2027-zusaetzliche-million-zum-schutz-von-frauen-nicht-mehr-budgetiert

[6] https://www.parlament.ch/centers/eparl/curia/2025/20250063/Schluss%C3%BCbersicht-ch/centers/eparl/curia/2025/20250063/Schluss%C3%BCbersichtch/centers/eparl/curia/2025/20250063/Schluss%C3%BCbersichtch/centers/eparl/curia/2025/20250063/Schluss%C3%BCbersichtch/centers/eparl/curia/2025/20250063/Schluss%C3%BCbersicht%20Einsprarungen%20D.pdf

[7] Définition de la défense sociale :
"La défense sociale désigne un concept de résistance non violente contre l’oppression et l’agression. Elle recourt pour cela aux méthodes de la non-violence active et de la désobéissance civile. Contrairement à la désobéissance civile, elle ne trouve toutefois pas son origine dans la révolte contre les structures étatiques, les mesures et les dispositifs légaux existants, mais se présente comme une alternative à la défense militaire, axée sur la résistance en

cas de prise de pouvoir illégitimecomme une guerre ou un coup d’État. Elle doit également être distinguée de la défense civile, qui se rapporte à la protection de la population en cas de guerre. Le terme "social" revêt ici une double signification. D’une part, il signifie que les actrice·eurs dans un tel scénarione sont pas des forces spéciales individuelles (comme des soldat·es) mais que c’est l’ensemble de la population d’un pays qui est impliquée; d’autre part, l’objectif est moins la défense des frontières que celle des acquis sociaux et des valeurs."(Marie-Christin Barleben dans *WissenschaftundFrieden*, dossier 101)